L'ONU accuse

Il y a trois ans, les experts du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) inventaient l'indice de développement humain. L'an dernier, ils fustigeaient certains Etats du tiers-monde dans leurs choix budgétaires. Cette année, ils se tournent vers l'Occident, qu'ils accusent, chiffres à l'appui. Avec le troisième rapport mondial sur le développement humain, l'ONU démontre que les règles du jeu économique, fixées par le Nord, sont faussées et bloquent tout développement. Et propose une nouvelle vision du monde. Un rapport détonnant qui sera rendu public à la fin de ce mois.

Ils se sont attiré l'an passé les récriminations des Etats du tiers-monde. C'est l'atonie politique, expliquaient les experts du PNUD(Programme des Nations unies pour le développement), plus que le manque d'argent qui engendre la pauvreté et la dévalorisation de la vie sur notre planète. En examinant l'utilisation des ressources nationales des pays en voie de développement (PVD), ils montraient que les choix budgétaires de ces derniers n'étaient pas du tout orientés vers le développement humain et que l'on pouvait dégager chaque année 50 milliards de dollars supplémentaires. Dont une grande partie par un simple gel des dépenses militaires. Ils avaient raison. Et de quoi mécontenter! Cette année, ce pourrait bien être au tour des pays industrialisés de manifester leur mauvaise humeur à la lecture du troisième Rapport mondial sur le développement humain. Car les experts du PNUD, sous la direction de Mahbub ul Haq, ont tapé plus fort encore. Et il sera difficile de les accuser de se faire les porte-parole de l'on ne sait quelle idéologie passéiste.

Que disent-ils? Les inégalités n'ont cessé de s'accroître dans le monde en dépit de tous les efforts, au point que les 20% les plus riches de la population reçoivent aujourd'hui 150 fois plus que les 20% les plus pauvres. Pourquoi de telles disparités? Pourquoi le marché économique mondial ne profite-t-il pas aussi aux moins riches lorsqu'ils se soumettent à ses lois? Tout simplement parce qu'il ne fonctionne pas correctement. Les règles du jeu sont pipées et les tricheurs sont les pays industrialisés. Le libéralisme qu'il prêche n'est qu'un libéralisme en trompe-l'oeil.

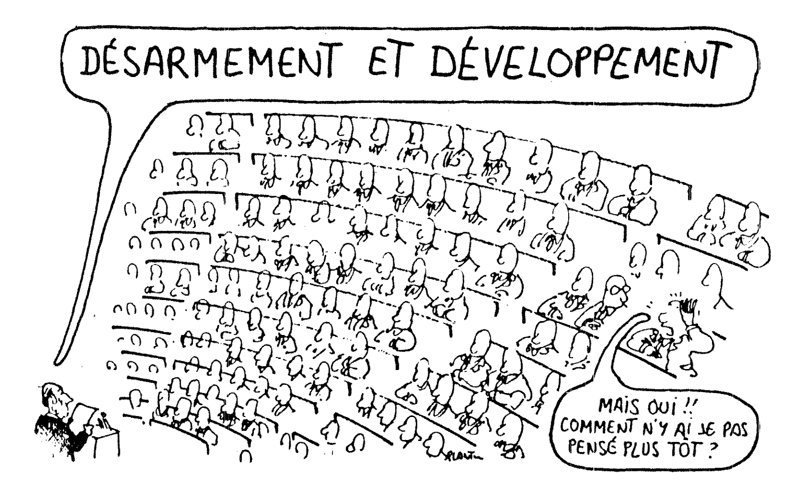
Et pourtant la croissance était au rendez-vous tout au long de ces années 80. Mais elle n'a pas été partagée. Si l'on considère comme "raisonnable" un taux de croissance annuelle par habitant compris entre 1 et 5%, la proportion de la population mondiale vivant dans des pays où la croissance est inférieure à ce taux s'élevait à 13% entre 1965 et 1980. Elle est passée à 30% entre 1980 et 1989. Mais s'il ne fallait retenir qu'un chiffre, ce serait celui-ci: les entraves au libre fonctionnement des marchés coûtent aux pays en développement au moins 500 milliards de dollars par an, soit dix fois le montant de l'aide extérieure qu'ils reçoivent.

Les raisons? Elles sont relativement simples et connues. L'une des caractéristiques les plus significatives des échanges internationaux est l'inégalité de l'accès aux ressources financières: les taux d'intérêt réels sont quatre fois plus élevés pour les pays pauvres que pour les pays riches, les 20% les plus pauvres de la population mondiale ne reçoivent que 0,2% du total des prêts consentis par les banques commerciales. En dépit de l'abondance de la main-d'oeuvre et des possibilités d'investissements, seulement 0,2 % des investissements transnationaux leur est affecté. Les capitaux gravitent vers les pays aisés pour 83% et le reste va de préférence vers les pays en développement les mieux lotis. Les pays industrialisés sont devenus de plus en plus protectionnistes et ils se protègent deux fois plus des biens des PVD que de ceux de leurs homologues. Résultat, selon la Banque mondiale: ces restrictions grèvent le PIB des pays pauvres de 3%, soit une perte annuelle de 75 milliards de dollars.

Rien d'étonnant donc que les 20% les moins riches du monde ne participent au commerce international qu'à hauteur de 1%! Il faut se rendre à l'évidence, les pays riches commercent de plus en plus entre eux et, curieux hasard, le marché mondial n'opère plus librement dès que les pays en voie de développement pourraient avoir l'avantage. Ce n'est pourtant pas faute de les avoir priés - pour ne pas dire obligés - d'ouvrir leurs marchés nationaux. La vertu est décidément mal récompensée.

Car il s'agit là d'une spirale infernale: peu d'accès aux ressources financières, cela veut dire ne pas pouvoir acquérir de nouvelles technologies donc offir

Les pays riches commercent de plus en plus entre eux et, curieux hasard, le marché mondial n'opère plus librement dès que les pays en voie de développement pourraient avoir l'avantage.



Plantu in: Le Monde

des produits à moindre valeur ajoutée et ne pas être compétitif. C'est précisément dans le domaine technologique que se creuse un écart effrayant. Avec 80% de la population de la planète, la part des pays en développement dans le total des dépenses consacrées à la recherche n'est que de 4%.

Et pourtant, en dépit de ces lourds handicaps et de ces règles du jeu tordues, le tiers-monde a réalisé des progrès fulgurants. Sa population est en bien meilleure santé, et plus instruite qu'il y a trente ans. On vit plus longtemps, on mange mieux, la mortalité des nourrissons et des enfants a diminué de moitié entre 1960 et 1990, le taux d'alphabétisation des adultes d'inscription dans les écoles primaires et secondaires augmenté de presque 20%. L'Europe a mis un siècle pour y arriver. Il n'a fallu au tiers-monde que trente ans pour obtenir les mêmes succès dans des conditions très défavorables et avec une forte démographie.

Imaginez les résultats si les marchés fonctionnaient un peu mieux. Car enfin il faudra bien en passer par là si l'on veut que le développement humain soit durable, c'est-à-dire réponde à nos besoins actuels sans hypothéquer l'avenir des générations futures.

Alors que faire? Une guerre du Golfe tous les six mois? L'Occident n'en a pas les moyens. Jouer les ambulanciers de services? Insuffisant. Car à bien regarder, il ne s'agit même plus de parler de Nord et de Sud, nous sommes désormais tous dans la même galère et il est urgent de remettre de l'ordre à bord. Ce sont peut-être les risques écologiques qui pourraient nous conduire à cette prise de conscience: le monde est interdépendant et notre intérêt commun.

Le PNUD s'interroge donc sur une nouvelle façon de gérer la planète, basée sur le dialogue et la mise en place d'une sécurité économique et collective centrée sur l'être humain. Puisque la communauté mondiale n'a pas de politique qui permettrait, à l'instar des Etats, de redistribuer les revenus, créons les instruments nécessaires. Cela pourrait s'appeler la "gouvernance mondiale". En attendant de parler de gouvernement mondial. Mais ne tardons pas, avertit le PNUD, car une telle occasion de rompre avec le passé ne s'est pas présentée depuis longtemps dans l'histoire de l'humanité.

S'il existe déjà des éléments de gouvernance mondiale, ils ne fonctionnent pas de manière démocratique. Le Groupe des sept (G7) par exemple ne rassemble que des pays industrialisés. Les institutions issues des accords de Bretton Woods - Fonds monétaire international, Banque mondiale - se sont éloignées de leur mandat original. Le FMI destiné à maintenir la stabilité monétaire et à maîtriser de manière équitable les déficits de la balance des paiements dans tous les pays, n'a aucun moyen d'exercer son autorité sur les Etats industrialisés. Non seulement la Banque mondiale qui devait recueillir l'épargne des pays riches pour octroyer des prêts aux pays démunis n'a pas réussi à recycler les excédents mondiaux en leur faveur, mais encore a-t-elle gagné de l'argent sur le dos des PVD. Quant au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), chargé de réguler les échanges mondiaux, son rôle reste trop limité: les accords ne concernent que 7% de ces échanges, et les négociations de l'Uruguay round tardent à aboutir.

Les responsables du Rapport 93 proposent donc une période transitoire au cours de laquelle ces institutions mondiales seraient réformées et leur action réorientée en faveur du développement humain. Ceci en prélude à la véritable gouvernance mondiale du XXIe siècle qui devra reposer sur deux principes: des règles communes pour tous les Etats-nations et des dispositifs équitables et efficaces pour les faire respecter.

Tôt ou tard, estime l'équipe du PNUD, il faudra créer:
- une banque centrale mondiale chargée d'instaurer une monnaie commune, de maintenir la stabilité des prix et des taux de change, de faciliter l'accès international au crédit;
- un impôt sur les revenus perçu auprès des pays riches et redistribué aux pays pauvres;
- un organisme destiné à veiller à ce que les pays aient librement et équitablement accès au commerce mondial. Il combinerait les fonctions du GATT, de la CNUCED et disposerait de réels pouvoirs régulateurs;
- et surtout un système des Nations unies renforcé.

L'ONU assume depuis quelque temps un plus grand rôle dans les affaires politiques et les questions de sécurité avec l'assentiment tacite des grandes puissances. Ce pouvoir politique doit être élargi aux questions économiques, domaine dans lequel l'ONU a toujours été marginalisé: les grandes puissances pré-

Un impôt international pour l'environnement

Novateur, le Rapport 92 sur le développement humain l'est décidément à plus d'un titre. Avant même que le Sommet planète Terre ne début à Rio en juin prochain, les experts du PNUD ont déjà fixé les limites au-dessous desquelles la réflexion ne devra pas descendre. Attention, avertissent-ils, ce ne sont pas les arbres, la vie sauvage, la préservation des ressources naturelles qui doivent être au centre des débats mais l'homme: "l'espèce la plus menacée sur la terre c'est l'être humain". En attendant la Charte de la Terre qui doit régir le comportement écologique et économique des nations, le PNUD lance quelques idées: faire payer par exemple les pays qui dégradent l'environnement en octroyant à chaque pays des "autorisations d'émission de gaz à effet de serre" en fonction de leur population ou bien encore en créant un impôt international sur l'utilisation des ressources naturelles. Outre son effet dissuasif cette taxe servirait à alimenter un fond pour la protection de l'environnement en particulier dans les PVD. On pourrait déjà commencer par prélever 1 dollar par baril de pétrole consommé et en faire autant sur le charbon. Gains: 40 milliards de dollars par an. Rien de fantaisiste à tout cela, la Finlande, les Pays-Bas et la Suède ont déjà adopté une taxation similaire.

in: Croissance no 348/1992

fèrent recourir aux institutions issues des accords de Bretton Woods, où elles disposent d'un vote pondéré qui les avantage, plutôt qu'aux organes de l'ONU où tous les Etats membres possèdent une voix. Le PNUD propose donc de créer un Conseil de sécurité pour le développement garantissant aux pays industrialisés que leur voix ne sera pas noyée et aux pays en développement que leurs intérêts seront mieux protégés. Ses 22 membres seraient chargés de tracer les grandes lignes des politiques mondiales en matière d'économie et de société (sécurité alimentaire, sécurité écologique, dette, etc) et d'élaborer un budget mondial des ressources de développement.

Mais dynamiser l'ONU, c'est aussi élargir son budget propre, ridiculement bas pour les ambitions qu'il affiche.

L'argent? On peut le trouver. Aussi bien pour mettre en place l'ensemble de ces réformes que pour aider les pays en développement. Encore faut-il une évaluation correcte des sommes nécessaires et surtout une ferme volonté politique.

On enregistre actuellement une régression significative des dépenses militaires mondiales (2). Si tous les pays s'engageaient à les réduire encore de 3% par an, les "dividendes de la paix" à l'horizon 2000 s'élèveraient approximativement à 1.500 milliards de dollars (1.200 milliards pour les pays industrialisés, 279 pour les PVD)! Mais ceci suppose une réduction de la production d'armements, la suspension des subventions aux exportations d'armes et en corollaire un remplacement de l'assistance militaire par une aide au développement.

Plus généralement, que se passe-t-il au niveau de l'aide publique au développement (APD)? Son rôle de système mondial de protection sociale a partiellement échoué. Et cela pour trois raisons. D'abord le volume de l'APD est insuffisant: 0,35% du PNB des pays industrialisés soit 54 milliards de dollars par an, au lieu des 0,7% prévus. Ensuite ses objectifs sont mal définis: seule une infime partie, 0,026%, est attribuée aux secteurs humains prioritaires. Enfin, son attribution reste pour le moins fantaisiste: non seulement elle dépend du bon vouloir des pays industrialisés mais encore les 40% les plus riches du monde en développement reçoivent-ils deux fois plus d'aide que les 40% les plus pauvres. Autres anomalies curieuses: les pays qui consacrent des sommes élevées au secteur militaire (plus de 4% du PNB) sont deux fois plus aidés que les autres... L'Asie du Sud, où vivent les populations les plus pauvres du globe, reçoit 5 dollars d'aide par habitant alors que les pays du Moyen-Orient où les revenus par habitant sont trois fois supérieurs obtiennent 55 dollars par personne.

Il est également nécesaire de reconsidérer le système de contribution des donneurs et de le rendre progressif: plus un Etat est riche, plus il doit payer. Pour l'instant, c'est exactement l'inverse. Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Royaume uni sont les plus pingres de la planète: ils accordent à l'APD une part plus faible de leur PNB que d'autres pays moins prospères.

Les auteurs de ce rapport détonnant rêvent-ils? Pas tout à fait. Vingt-deux pays ont demandé au PNUD de les aider à formuler des stratégies de développement humain à la suite des précédents rapports. Les dossiers du Bangladesh, du Pakistan, de la Colombie et du Ghana sont déjà bouclés. Et si bon nombre des propositions avancées ne sont pas adoptées dès demain, elle auront au moins le mérite de susciter le débat et d'apporter une solide base de réflexion pour une nouvelle vision du monde. Le PNUD envisage d'ailleurs de mettre en place des Comités pour le développement humain dans chaque pays et de convoquer un sommet pour une "nouvelle entente mondiale". En tout cas les pays industrialisés se trouvent aujourd' hui placés devant leurs propres contradictions.

Eve Livet

IDH, mode d'emploi

Depuis 1990, le PNUD publie un indicateur de développement humain de la planète (IDH). Ce nouvel indice composite permet de mesurer le progès socio-économique de façon plus réaliste que le seul PNB par habitant. Il est établi en fonction de trois variables: l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le pouvoir d'achat nécessaire à une vie décente. Selon ce classement le Canada arrive au premier rang devant le Japon, et la Guinée au dernier rang derrière la Sierra Leone. L'IDH fait apparaître que la richesse n'engendre pas forcement le développement humain. Nombreux sont les pays qui, classés en fonction de cet indice plutôt qu'en fonction du revenu par habitant, se retrouvent plus bas dans l'echelle des valeurs.
Cette année l'IDH a été calculé dans son intégralité d'après des données de 1990. Autre nouveauté. Les auteurs du Rapport sur le développement humain continuent d'affiner le concept pour créer des IDH désagrégés. C'est-à-dire ajustés en fonction des sexes, de la répartition des revenus, de l'environnement ou des régions à l'intérieur d'un même pays. L'on s'aperçoit par exemple que, dans le cas d'une étude par sexe, le Canada rétrograde de la première à la huitième place tandis que la Suède passe du cinquième au premier rang. Si l'on tient compte de la répartition des revenus, l'IDH du Brésil chute de seize points. La Côte d'Ivoire, la Jamaïque, le Népal, Panama, la Turquie dégringolent considérablement. Du côté des pays riches, ce sont le Portugal, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada, la France, l'Italie et les Etats-Unis qui chutent le plus.
in: Croissance no 348/1992

---

(1) Les membres seront choisis en fonction de leur PNB, de leur population, de leur part dans les échanges internationaux, de leur importance stratégique. Parmi les permanents pourraient figurer: l'Allemagne, la Chine, les Etats-Unis, la France, le Japon, le Royaume uni et la Russie. A ces pays pourraient se joindre les Etats les plus peuplés de chaque région en développement: Inde, Brésil, Nigéria, Egypte.
(2) 158 milliards de dollars pour les pays industrialisés et 119 milliards de dollars pour les PVD. Les deux seules régions où les budgets militaires n'ont pas régressé sont l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

(Texte et encarts repris de Croissance, le monde en développement, n° 348/1992)